

# Que peut apporter un établissement d'enseignement supérieur à une ville moyenne ?

par

■ **Véronique Bosc-Burel** ■

Directrice de la Fondation Université Bretagne Sud

■ **Thierry de Mazancourt** ■

Directeur de l'École des mines d'Alès

## En bref

Les regroupements d'universités et les investissements du Programme d'investissement d'avenir dans des équipements d'excellence visent à rendre les universités visibles à l'échelle métropolitaine, voire à focaliser l'attention sur les établissements les plus attractifs à l'international, disposant d'une certaine masse critique. Pourtant, d'après une étude de l'agence d'urbanisme de Lorient, « *ce sont en majorité les petites structures universitaires qui sont les plus performantes en termes d'insertion professionnelle des étudiants* ». Comme le démontrent l'École des mines d'Alès et l'Université Bretagne Sud, les établissements d'enseignement supérieur de villes moyennes parviennent à nourrir une complicité sans pareille avec les acteurs socioéconomiques de leur territoire, qui profite autant aux étudiants qu'aux entreprises, aux collectivités et aux citoyens. Ils tirent de leur petite taille et de leur proximité immédiate avec la réalité économique des atouts auxquels n'ont pas accès les plus grands.

Compte rendu rédigé par Sophie Jacolin

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse les comptes rendus, les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs. Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

Séminaire organisé avec le soutien du Collège des Bernardins et de l'Institut CDC pour la Recherche, et grâce aux parrains de l'École de Paris du management :

Algoé<sup>1</sup> • Caisse des dépôts et consignations • Carewan<sup>1</sup> • Conseil régional d'Île-de-France • Danone • EDF • Else & Bang • ENGIE • FABERNOVEL • Fondation Roger Godino • Groupe BPCE • Groupe OCP • GRTgaz • HRA Pharma<sup>2</sup> • IdVectoR<sup>2</sup> • IPAG Business School • L'Oréal • La Fabrique de l'industrie • Mairie de Paris • MINES ParisTech • Ministère de l'Économie et des Finances – DGE • RATP • Renault-Nissan Consulting • SNCF • Thales • UIMM • Ylios<sup>1</sup>

1. pour le séminaire Vie des affaires
2. pour le séminaire Management de l'innovation

## Destins liés d'une ville et d'une école

Pour décrire les liens qui unissent la ville d'Alès à son École des mines, je prendrai à rebours le titre de cette conférence : que peut apporter une ville moyenne à un établissement d'enseignement supérieur? Dans notre cas, la réponse est sans équivoque : l'école doit tout simplement son existence à la ville. Créée il y a cent-soixante-quinze ans, elle est le fruit d'une volonté municipale. L'ingénieur en chef des mines de l'époque aurait, certes, préféré que son établissement s'installe au plus près des puits, à la Grand'Combe, mais Alès avait compris tout l'intérêt qu'elle aurait à l'accueillir.

Depuis sa fondation, l'École des mines d'Alès a connu des hauts et des bas. La ville a toujours été là pour la soutenir lorsqu'elle était au plus bas. J'ose en déduire que nous lui sommes utiles.

### *Un poids démographique*

Ne serait-ce que sur le plan démographique, l'École des mines revêt une importance non négligeable pour le département et la ville. Avec 1 200 élèves ainsi que 300 enseignants et personnels administratifs, elle représente 4 % de la population d'Alès. Ce sont autant de contributeurs de la vie économique locale. L'effectif de l'école croît de 5 % par an, tandis que la population gardoise est stable. Les étudiants occupent donc une place prégnante dans cette localité, même si la majorité d'entre eux résident en périphérie d'Alès, dans une cité universitaire que beaucoup nous envieraient.

Le taux de non-diplômés a beau diminuer dans le Gard, comme partout en France, il y reste supérieur de trois points à la moyenne nationale. Les élèves de l'École des mines représentent 4 à 5 % de la population gardoise âgée de 20 à 25 ans. Nous accueillons un contingent de diplômés de niveau bac +5 supérieur à celui de la toute jeune université de Nîmes. Jusqu'il y a peu de temps, l'École des mines était d'ailleurs présente à Nîmes, où elle a repris un établissement supérieur de la chambre de commerce et d'industrie. Le transfert de cette activité à Alès, en 2017, a donné lieu à d'importants investissements, y compris municipaux, pour construire de nouveaux bâtiments. C'est une démonstration supplémentaire de l'intérêt que la ville nous porte.

### *Une maille du tissu économique local*

Dans un contexte où le département du Gard et la ville d'Alès affichent un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, l'École des mines s'efforce, à son échelle, de stimuler l'activité économique. Elle fut l'une des premières à créer un incubateur d'entreprises, dès 1984. Cent quatre-vingt-dix entreprises en sont nées, avec un taux de survie à cinq ans de 93 %. En parallèle, une dizaine d'entreprises de la région ont été fondées par d'anciens élèves, souvent après un début de carrière dans le privé ou dans la recherche.

### *Un vecteur d'attractivité*

L'école représente un atout pour l'image et l'attractivité de la ville, en particulier vis-à-vis des investisseurs. L'Occitanie compte deux pôles industriels, Toulouse et Alès. Aux investisseurs qui s'interrogent sur leur futur lieu d'implantation, Alès fait valoir la présence de l'École des mines. L'argument a plusieurs fois fait basculer la décision en sa faveur. La proximité de 1 200 "têtes bien faites", prêtes à effectuer des missions dans les entreprises locales, et la présence de laboratoires de recherche s'avèrent rassurantes, voire déterminantes.

Notre école a rejoint, en 2017, le groupement de l'Institut Mines-Télécom (IMT), premier pourvoyeur d'ingénieurs en France. Elle y gagne une assise réelle, bien au-delà de l'échelle locale. L'école a, du reste, dépassé de longue date la dimension territoriale. Sur les 234 élèves de première année de sa dernière promotion, seuls cinq étaient originaires du Gard. Leur scolarité terminée, les diplômés essaient partout dans le pays et au-delà des frontières.

Ajoutons que 10% de nos élèves viennent de l'étranger. L'école suit un développement international toujours plus soutenu, et entraîne Alès dans cette dynamique. La municipalité y a trouvé l'occasion de nouer des contacts avec des partenaires étrangers, notamment chinois.

En résumé, retirez l'École des mines de la ville d'Alès et cela s'en ressentira. Je ne suis pas certain que nous puissions en dire autant de l'École des mines de Paris pour la capitale !

## ■ Exposé de Véronique Bosc-Burel

---

### Proximité et sur-mesure, atouts des plus petits

L'on a coutume de valoriser l'union fructueuse de grandes métropoles et d'universités, ces dernières apparaissant comme un gage de dynamisme, de vitalité, d'innovation... Or, les villes moyennes ne sont pas en reste. Elles aussi nourrissent des relations riches avec leurs établissements d'enseignement supérieur, certes sous d'autres modalités. La Fondation Université Bretagne Sud (UBS), que je dirige, a justement pour mission de rapprocher les acteurs de l'enseignement supérieur avec ceux du territoire, ainsi que de participer au développement de celui-ci.

#### *Une université désirée par son territoire*

L'UBS est née, en 1995, de la volonté opiniâtre de trois députés, Louis Le Pensec, Jean-Yves Le Drian et Jean Giovannelli. Voyant se profiler d'importantes universités à Brest et Rennes, ces élus ont estimé que le Morbihan devait se doter d'établissements d'enseignement supérieur et de laboratoires de recherche s'il voulait prendre en main son développement. Ce soutien par de grandes figures politiques induit encore aujourd'hui des liens de nature particulière, affectifs et partenariaux, entre l'université et son territoire. Dans de grandes métropoles, en revanche, la dimension strictement politique prédomine bien souvent. Pour notre part, bien que les agglomérations et le département ne portent pas les mêmes couleurs, nous travaillons tous dans le même esprit, avec le même élan.

#### *Au plus près du paysage économique local*

Avec ses 9 000 étudiants et 500 enseignants et enseignants-chercheurs, l'UBS est enclavée entre deux mastodontes, les universités de Rennes (60 000 étudiants) et de Brest (20 000 étudiants). Cette échelle réduite se double d'un éparpillement géographique entre trois campus situés à Vannes, Lorient et Pontivy. Ce qui pourrait être perçu comme une complexité supplémentaire est, au contraire, l'occasion d'adapter nos enseignements aux spécificités économiques de chaque territoire. Vannes, ville plutôt bourgeoise, bien portante et tertiaire, accueille un IUT dédié aux services ainsi que les spécialisations en informatique et cybersécurité de l'École nationale supérieure d'ingénieurs de Bretagne Sud (ENSIBS). À Lorient, cité industrielle tournée vers la mer, un deuxième IUT dispense des formations dédiées à l'électronique embarquée et aux matériaux composites employés dans le nautisme. L'ENSIBS y loge aussi ses spécialités mécatroniques et électroniques. Pontivy enfin, en Pays Centre Bretagne, accueille des formations liées à l'agroalimentaire. À Lorient et Vannes, sont également enseignés les langues, les sciences humaines et sociales, le droit, l'économie, la gestion, etc. Si nos effectifs sont assez similaires dans ces deux villes, de l'ordre de 4 500 étudiants, ils sont bien moindres à Pontivy, avec 100 élèves.

Nous comptons par ailleurs 14 laboratoires, auxquels s'ajoutent des plateformes techniques, véritables outils de R&D (recherche et développement) mis à la disposition du tissu économique. Sous forme de prestations de services rémunérées, ces plateformes effectuent des tests et autres mesures commandés par les entreprises. Leurs spécialités correspondent à la réalité économique territoriale : l'agroalimentaire à Pontivy, les matériaux composites à Lorient, la cybersécurité à Vannes.